



## **La préfète de la Haute-Savoie**

Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Annecy, le jeudi 24 juillet 2025

### **Arrêté n°PAIC-2025-0054 Instituant des servitudes d'utilité publique sur la commune d'Annecy**

- VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles R.515-12, R.515-31-1 à R.515-31-7,
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
- VU** le décret du 19 mars 2025 portant nomination de Madame Emmanuelle DUBÉE, préfète, en qualité de préfète de la Haute-Savoie,
- VU** le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,
- VU** l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2025-010 du 7 avril 2025 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2007-3172 du 26 octobre 2007 autorisant l'exploitation d'installations classées par la société RECTIPHASE dans son établissement situé en zone industrielle 74 370 Pringy et réglementant cette exploitation,
- VU** le courrier du 2 décembre 2013 par lequel la société RECTIPHASE déclare la cessation définitive de l'activité de métallisation par projection de métal fondu dans son établissement de Pringy,
- VU** le courrier du 19 octobre 2015 par lequel le Préfet prend acte de la cessation d'activité de métallisation par projection de métal fondu, par la société RECTIPHASE, dans son établissement de Pringy,
- VU** le courrier du 13 avril 2018 par lequel l'établissement RECTIPHASE déclare la cessation d'activité de son établissement d'Annecy-Pringy au titre de la législation des installations classées, en application des dispositions de l'article R.512-66-1 du Code de l'environnement,
- VU** l'arrêté préfectoral PAIC-2019-0086 du 21 juin 2019 prescrivant, dans le cadre de la cessation définitive de l'activité de l'établissement de la société RECTIPHASE d'Annecy-Pringy, la mise en œuvre des dispositions de l'article R.512-39-3 du Code de l'environnement, les modalités de surveillance des eaux souterraines ainsi que de l'air du sol et la mise à jour de l'étude de sol réalisée en vue de la mise en sécurité définitive du site,
- VU** le rapport établi par le bureau d'études GINGER BURGEAP intitulé : Plan de gestion, Partie 1 – Diagnostic de l'état des milieux, référencé CESICE170634/RESICE07217-05, daté du 9 juillet 2020,
- VU** le rapport établi par le bureau d'études GINGER BURGEAP intitulé : Plan de gestion, Partie 2 – Calcul des risques sanitaires sur site, référencé CESICE170634/RESICE07217-06, daté du 9 juillet 2020,

**VU** le rapport établi par le bureau d'études GINGER BURGEAP intitulé : Plan de gestion, Partie 3 – Définition des zones sources et plan de gestion à l'échelle du site, référencé CESICE170634/RESICE07217-09, daté du 15 octobre 2020,

**VU** le rapport établi par le bureau d'études GINGER BURGEAP intitulé : Plan de conception des travaux, référencé CESICE183175/RESICE11033 – 06, daté du 6 novembre 2020,

**VU** le rapport établi par le bureau d'études GINGER BURGEAP intitulé : Dossier des ouvrages exécutés pour les travaux de dépollution des zones 4, 5 et 6 du site RECTIPHASE, référencé CESICE200021 /RISECE11347-01, daté du 14 septembre 2020,

**VU** le rapport établi par la société SUEZ intitulé : RECTIPHASE Pringy – Travaux de dépollution des zones 4, 5 et 6 du site RECTIPHASE, référencé M1 20 008 0 FT 01 V0, daté du 24 juillet 2020,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2021-0002 du 12 janvier 2021 prescrivant la surveillance des milieux ainsi que, sur la base du plan de gestion et du plan de conception des travaux précités, les modalités de dépollution du site de l'ancien établissement de la société RECTIPHASE d'Annecy-Pringy,

**VU** le rapport établi par le bureau d'études GINGER BURGEAP intitulé : Réponses au rapport d'inspection de la DREAL, référencé CESICE204511/RESICE14646-3, daté du 28 mars 2023 faisant suite à une visite d'inspection réalisée le 7 février 2023 par l'inspection des installations classées,

**VU** le rapport établi par le bureau d'études GINGER BURGEAP intitulé : Dossier de récolement des travaux réalisés au droit des zones 1 et 3, référencé CESICE204786/CE3700088/1035613-05, daté du 26 février 2024,

**VU** le rapport établi par le bureau d'études GINGER BURGEAP intitulé : Dossier de récolement des travaux réalisés au droit des zones 2 et 2 bis, référencé CESICE204511 / RESICE14646-06, daté du 11 mars 2024,

**VU** le rapport établi par le bureau d'études GINGER BURGEAP intitulé : Dossier de récolement des travaux réalisés au droit des zones 2 et 2 bis, référencé CESICE204511 / RESICE14646-05, daté du 26 février 2024,

**VU** la demande d'institution de servitudes d'utilité publique transmise le 30 mai 2024 par la société RECTIPHASE à laquelle était joint le rapport établi par le bureau d'études GINGER BURGEAP intitulé : Projet de dossier de Servitudes d'Utilité Publique (SUP), référencé CESICE204786/CE3700088/1083869-02, daté du 26 avril 2024, complétée le 20 décembre 2024 par le document référencé CESICE204786/CE3700088/1083869-03, daté du 19 décembre 2024 se substituant au document du 26 avril 2024 précité,

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 18 février 2025,

**VU** l'arrêté préfectoral PAIC-2025-0013 du 20 février 2025, arrêtant le projet d'institution de servitudes d'utilité publique consécutives à la pollution résiduelle présente sur le site de l'ancien établissement industriel de la société RECTIPHASE sur la commune d'Annecy,

**VU** l'arrêté préfectoral PAIC-2025-0021 du 24 mars 2025 portant ouverture d'une enquête publique sur le projet d'institution de servitude d'utilité publique arrêté par le préfet le 20 février 2025,

**VU** l'enquête publique s'étant déroulée du 14 avril 2025 au vendredi 16 mai 2025 inclus,

**VU** le rapport et l'avis du Commissaire enquêteur, en date du 14 juin 2025,

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 11 juillet 2025, et le projet d'arrêté instituant des servitudes d'utilité publique sur le site de l'ancien site industriel Rectiphase à Annecy Pringy, transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 15 juillet 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, engageant la procédure contradictoire réglementaire,

**VU** l'absence d'observation de la part de l'exploitant, notifiée au Pôle Administratif des Installations Classées (PAIC) par son courriel du 15 juillet 2025 à 19 H 04 dans le cadre de la phase contradictoire,

**CONSIDÉRANT** qu'au vu des documents précités et notamment du rapport relatif au traitement des zones 4, 5 et 6, établi par la société SUEZ et daté du 24 juillet 2020, du dossier de récolement des zones 1 et 3, établi par le bureau d'études GINGER BURGEAP et daté du 24 février 2024, du dossier de récolement des zones 2 et 2 bis, établi par le bureau d'études GINGER BURGEAP et daté du 24 février 2024 et du projet de dossier de Servitudes d'Utilité Publique (SUP) du 24 avril 2024, joint à la demande du 30 mai 2024, le site de l'ancien établissement d'Annecy-Pringy de la société RECTIPHASE a été dépollué selon les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2021-0002 du 12 janvier 2021 et se trouve dans un état compatible avec une réoccupation par des activités industrielles ou tertiaires,

**CONSIDÉRANT** qu'après les travaux de dépollutions objet des rapports précités, l'état résiduel de l'ancien site de la société RECTIPHASE ainsi que des eaux souterraines dans le panache qui en est issu nécessitent la mise en place de restrictions d'usage visant à garantir la compatibilité de l'occupation des sols et de l'usage des milieux,

**CONSIDÉRANT** que les servitudes prescrites dans le présent arrêté sont nécessaires pour préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,

**SUR** la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup>

Sur le territoire de la commune d'Annecy, des servitudes d'utilité publique sont instaurées sur les parcelles suivantes :

Tableau 1 – Emprise des servitudes sur des parcelles cadastrées			
Commune	Références cadastrales		Superficie totale de la parcelle en m <sup>2</sup>
	Section	Parcelle	
Annecy – Pringy	217 AI	197	18 993
Annecy – Pringy	217 AI	046 (partie)	9165
Annecy – Pringy	217 AI	47	380
Annecy – Pringy	217 AI	150 (partie)	10 777
Annecy – Pringy	217 AI	151	169
Annecy – Pringy	217 AI	152	72

Tableau 1 – Emprise des servitudes sur des parcelles cadastrées

Commune	Références cadastrales		Superficie totale de la parcelle en m <sup>2</sup>
	Section	Parcelle	
Annecy – Pringy	217 AI	198 (partie)	470
Annecy – Pringy	217 AI	242 (partie)	19 788
Annecy – Pringy	217 AI	108 (partie)	4400
Annecy – Pringy	217 AL	60	320
Annecy – Pringy	217 AL	61	218
Annecy – Pringy	217 AL	62	521
Annecy – Pringy	217 AL	63	1161
Annecy – Pringy	217 AL	64	432
Annecy – Pringy	217 AL	65	304
Annecy – Pringy	217 AL	66	412
Annecy – Pringy	217 AL	67	411
Annecy – Pringy	217 AL	68	628
Annecy – Pringy	217 AL	69	628
Annecy – Pringy	217 AL	70	673
Annecy – Pringy	217 AL	71	564
Annecy – Pringy	217 AL	72	580
Annecy – Pringy	217 AL	76	146
Annecy – Pringy	217 AL	77	365
Annecy – Pringy	217 AL	78	30
Annecy – Pringy	217 AL	104	1161
Annecy – Pringy	217 AL	120 (partie)	22 557
Annecy – Pringy	217 AL	126	7185
Annecy – Pringy	217 AL	127	868
Annecy – Pringy	217 AL	132	566
Annecy – Pringy	217 AL	133	2173
Annecy – Pringy	217 AL	134	184
Annecy – Pringy	217 AL	135	92
Annecy – Pringy	217 AL	157	31
Annecy – Pringy	217 AL	159	201
Annecy – Pringy	217 AL	164	160
Annecy – Pringy	217 AL	165	380
Annecy – Pringy	217 AL	166	79

Tableau 1 – Emprise des servitudes sur des parcelles cadastrées			
Commune	Références cadastrales		Superficie totale de la parcelle en m <sup>2</sup>
	Section	Parcelle	
Annecy – Pringy	217 AL	167	175
Annecy – Pringy	217 AL	168	148
Annecy – Pringy	217 AL	169	33
Annecy – Pringy	217 AL	170	30
Annecy – Pringy	217 AL	171	86
Annecy – Pringy	217 AL	172	23
Annecy – Pringy	217 AL	173	8
Annecy – Pringy	217 AL	174	955
Annecy – Pringy	217 AL	175	154
Annecy – Pringy	217 AL	176	104
Annecy – Pringy	217 AL	264	452
Annecy – Pringy	217 AL	265	25

ainsi que sur les voiries suivantes :

Tableau 2 – Emprise des servitudes sur des voiries non cadastrées		
Commune	Noms des voiries	Longueur linéaire en mètres objet de la servitude
Annecy – Pringy	Route des Rutys	89
Annecy – Pringy	Rue de la gare	205
Annecy – Pringy	Chemin de Grafenberg	63
Annecy – Pringy	Route d'Annecy (RD 1201)	160

L'article 2 précise l'énoncé de chacune des servitudes d'utilité publique et les parcelles sur lesquelles elles s'appliquent.

Les documents suivants sont joints :

- Annexe 1 : plan parcellaire faisant ressortir le périmètre défini en application de l'article R.515-31-2 ainsi que les aires correspondant à chaque catégorie de servitudes,
- Annexe 2 : résumé des hypothèses de l'évaluation quantifiée des risques sanitaires (EQRS) ;
- Annexe 3 : plan des ouvrages de surveillance des eaux souterraines

L'utilisation du site, et notamment les modalités d'édification de nouvelles constructions ou de démolition des constructions existantes devra toujours être compatible avec l'état environnemental du sol, du sous-sol et de la nappe.

## Article 2 – Restrictions d'usage



Énoncé des servitudes d'utilité publique et parcelles sur lesquelles elles s'appliquent :

N°	Libellé des servitudes	Parcelles concernées
<b>1 – Usage des terrains de l'emprise de l'ancien établissement industriel et sur la parcelle 217 AI 108(p)</b>		
1.1	<p><b>Aménagement du site et définition d'un changement d'usage</b></p> <p>Les terrains mentionnés ont été placés dans un état permettant des usages industriels et tertiaire au sens de l'article D.556-1-A du Code de l'environnement.</p> <p>Toutes les modifications telles que définies à l'article R.556-1-B du Code de l'environnement et en particulier les projets d'aménagement qui modifient les hypothèses utilisées pour l'établissement du schéma conceptuel (vecteurs de transfert, cibles, voies d'exposition) ou les hypothèses de l'évaluation quantitative des risques sanitaires résiduels (EQRS) sont des changements d'usage qui doivent respecter les dispositions de la prescription 1.2.</p>	217 AI 197 217 AI 108 (p)
1.2	<p><b>Procédure de changement d'usage</b></p> <p>Toute modification de l'usage des terrains ou des dispositions de la présente servitude est subordonnée à la réalisation, aux frais et sous la responsabilité de la personne qui en est à l'origine, d'études et de mesures permettant de justifier que le risque résiduel est compatible avec le nouvel usage prévu.</p> <p>Cette possibilité de changement d'usage est réduite aux dispositions du présent tableau le mentionnant explicitement.</p> <p>Les mesures définies par ces études se substituent alors aux prescriptions du présent tableau.</p> <p>Les dispositions de l'article L.556-1 du Code de l'environnement sont applicables.</p>	217 AI 197 217 AI 108 (p)
1.3	<p><b>Occupation des sols strictement interdites</b></p> <p>Les occupations suivantes des sols sont interdites :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• tout usage sensible, notamment les crèches, les écoles maternelles ou élémentaires,</li> <li>• les établissements accueillant des enfants handicapés relevant du domaine médico-social, les aires de jeux, les collèges et lycées ainsi que les établissements accueillant en formation professionnelle des élèves de la même tranche d'âge.</li> </ul>	217 AI 197 217 AI 108 (p)
1.4	<p><b>Permis de construire ou d'aménager</b></p> <p>Le cas échéant, le pétitionnaire joint à sa demande de permis de construire ou d'aménager :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un document justifiant que le projet ne constitue pas un changement d'usage ;</li> <li>• dans le cas contraire, une attestation d'un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués ou</li> </ul>	217 AI 197 217 AI 108 (p)

N°	Libellé des servitudes	Parcelles concernées
	équivalent justifiant que l'état des sols est compatible avec le nouvel usage projeté, selon les modalités de l'article L.556-1 du Code de l'environnement.	
<b>2. Aménagements et dispositions constructives dans l'emprise de l'ancien établissement industriel et sur la parcelle 217 AI 108(p)</b>		
2.1	<p><b>Dispositions constructives</b></p> <p>Les dispositions constructives prises en compte comme hypothèses dans l'EQRS sont respectées dans le cadre des occupations du site.</p> <p>Ces dispositions prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la non occupation de locaux situés sous le terrain naturel,</li> <li>• la construction de bâtiments selon l'une des dispositions constructives correspondant aux modèles Bakker, Volasoil (Waitz et al) ou Johnson&amp;Ettinger,</li> <li>• la non-construction d'habitations y compris les logements de fonction à l'usage de personnes travaillant sur le site,</li> </ul> <p>Les projets ne répondant pas aux hypothèses de l'EQRS et en particulier aux exigences précitées sont des changements d'usage au sens de la prescription 1.1 et devront faire l'objet de la prescription 1.2. Dans ce cadre, l'attestation prévue à l'article L.556-1 du Code de l'environnement devra notamment être établie.</p>	217 AI 197 217 AI 108 (p)
2.2	<p><b>Culture de végétaux</b></p> <p>La plantation et la culture d'arbres, arbustes ou de quelconques végétaux fruitiers, de plantes potagères ou d'herbes aromatiques sont interdites.</p>	217 AI 197 217 AI 108 (p)
2.3	<p><b>Eaux pluviales – Zones d'infiltration</b></p> <p>Compte tenu de la présence de polluants non inertes dans les sols, l'infiltration d'eau de pluie collectée est interdite. L'infiltration devra se limiter aux eaux de pluie tombant au droit des éventuels espaces verts.</p> <p>Les projets ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage au sens de la prescription 1.1 et devront faire l'objet de la prescription 1.2. Dans ce cadre, l'attestation prévue à l'article L.556-1 du Code de l'environnement devra notamment être établie.</p>	217 AI 197 217 AI 108 (p)
2.4	<p><b>Canalisations d'eau potable</b></p> <p>Les réseaux enterrés d'adduction d'eau potable devront être posés dans des sablons sains et constitués de canalisations en matériaux anti-perméation. Tous les déblais excavés en vue de leur pose devront être caractérisés et évacués vers une filière adaptée en fonction de leur qualité.</p> <p>Les projets ne répondant pas à ces exigences sont des</p>	217 AI 197 217 AI 108 (p)

N°	Libellé des servitudes	Parcelles concernées
	changements d'usage au sens de la prescription 1.1 et devront faire l'objet de la prescription 1.2. Dans ce cadre, l'attestation prévue à l'article L.556-1 du Code de l'environnement devra notamment être établie.	
2.5	<p><b>Couverture des terrains</b></p> <p>Un recouvrement par une dalle béton (bâtiment), de l'enrobé (parking, voirie) ou au moins 30 cm de terre végétale saine doit être assuré sur la totalité des terrains. Dans le cas d'une couverture par de la terre saine, un grillage avertisseur devra être mis en place entre ces matériaux d'apport et le terrain naturel. Il ne devra pas être porté atteinte à cette couverture des sols. Toute intervention sur le sol ou le sous-sol ne sera, en conséquence, autorisée qu'à condition que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la couverture initiale soit restaurée dans son intégralité ou qu'un recouvrement d'un niveau au moins équivalent soit mis en place,</li> <li>• les terres excavées soient gérées dans les conditions définies par la prescription 3.1.</li> </ul> <p>La pérennité et l'intégrité de cette couverture seront assurées par le propriétaire.</p> <p>Les projets ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage au sens de la prescription 1.1 et devront faire l'objet de la prescription 1.2. Dans ce cadre, l'attestation prévue à l'article L.556-1 du Code de l'environnement devra notamment être établie.</p>	<p>217 AI 197 217 AI 108 (p)</p>
<b>3. Travaux dans l'emprise de l'ancien établissement industriel et sur la parcelle 217 AI 108(p)</b>		
3.1	<p><b>Réalisation de travaux</b></p> <p>Tous travaux entrepris affectant le sol, le sous-sol du site ainsi que l'écoulement ou la qualité des eaux souterraines sur le site et à l'aval, notamment les affouillements ou les excavations de terre, font l'objet, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine de ces travaux, de mesures de gestion et de précaution adaptées à la nature des opérations, conformément aux réglementations applicables, notamment en matière de protection des travailleurs. Le cas échéant, ils pourront faire l'objet d'un plan de retrait ou de confinement.</p> <p>Ces travaux ne doivent pas avoir pour effet de remobiliser, solubiliser, ou faire migrer les polluants notamment vers les eaux de surface, les eaux souterraines ni dans l'air.</p> <p>Une maîtrise de l'envol de poussières devra être assurée afin de garantir la protection des travailleurs et de limiter les impacts sur l'environnement à un niveau acceptable.</p> <p>Les sols et les matériaux excavés sur le site ne peuvent pas être réutilisés à l'exception des remblayages à l'endroit où ils ont été</p>	<p>217 AI 197 217 AI 108 (p)</p>



N°	Libellé des servitudes	Parcelles concernées
	<p>excavés.</p> <p>Tous les sols et matériaux d'excavation issus du site et n'ayant pas fait l'objet d'un remblayage à l'endroit où ils ont été excavés devront faire l'objet d'une caractérisation analytique et d'un traitement dans une filière dûment autorisée à les recevoir au titre de la législation des installations classées.</p> <p>Les matériaux excavés et entreposés temporairement sur le site sont répartis en tas sensiblement homogènes quant à leur origine, leur traitement futur et leur destination (évacuation en centre de stockage externe, réutilisation en remblais sur site...). Leurs conditions de stockage, le cas échéant sous une couverture étanche, garantira l'absence de dispersion de la pollution qu'ils peuvent contenir, notamment par lessivage.</p> <p>Chaque tas est clairement identifié de façon à prévenir toute erreur dans le devenir des matériaux qui le constituent : traitement, évacuation en centre de stockage extérieur...</p>	
3.2	<p><b>Réalisation de travaux</b></p> <p>Les travaux susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux de la nappe ou à leurs conditions d'écoulement ainsi que ceux susceptibles de générer des eaux d'exhaure constituent, des changements d'usage au sens de la prescription 1.1 et devront faire l'objet de la prescription 1.2. Dans ce cadre, l'attestation prévue à l'article L.556-1 du Code de l'environnement devra notamment être établie.</p> <p>Les études réalisées dans ce cadre devront en particulier porter sur les modalités de surveillance des eaux souterraines, la gestion des eaux exhaures et sur les dispositions de mise en sécurité du site en cas de résultats d'analyse traduisant un impact non acceptable sur certains milieux.</p>	<p>217 AI 197 217 AI 108(p)</p>
<b>4. Eaux souterraines et réseau piézométrique sur l'ensemble de l'emprise des servitudes</b>		
4.1	<p><b>Usage des eaux souterraines</b></p> <p>Tout pompage et toute utilisation de l'eau de la nappe, à d'autres fins que la prise d'échantillons en vue de l'analyse de sa qualité, sont interdits.</p> <p>Les projets d'utilisation des eaux souterraines à des fins autres de l'alimentation en eau potable, l'arrosage des cultures et les usages sanitaires devront faire l'objet d'une étude préalable par un bureau d'études compétent, démontrant la compatibilité de l'eau captée avec son usage projeté et, le cas échéant, avec le milieu de rejet.</p> <p>Toute utilisation d'eaux souterraines, pour l'alimentation en eau potable, l'arrosage des cultures et les usages sanitaires reste</p>	<p>Totalité de l'emprise des servitudes représentée sur le plan en annexe 1.</p>

N°	Libellé des servitudes	Parcelles concernées
	strictement interdite.	
4.2	<p><b>Maintien d'accès aux piézomètres</b></p> <p>Les ouvrages nécessaires à la surveillance des eaux souterraines prescrite par des arrêtés préfectoraux devront être maintenus en état et facilement accessibles. Cette disposition sera maintenue tant qu'une surveillance des eaux souterraines est prescrite.</p> <p>Les propriétaires, les locataires et d'une façon générale tous les occupants des parcelles concernées par les servitudes doivent autoriser en permanence l'accès aux piézomètres :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• à la société RECTIPHASE, dernier exploitant des installations classées, à son ayant droit et à toute personne, morale ou physique mandatée par elle ou par son ayant droit,</li> <li>• à la personne, morale ou physique, responsable de la surveillance des eaux souterraines désignée par arrêté préfectoral et à toute personne, morale ou physique mandatée par elle, aux représentants de l'État et à toute personne, morale ou physique, mandatée par eux.</li> </ul>	Totalité de l'emprise des servitudes représentée sur le plan en annexe 1.

La mention « (p) » après le numéro de la parcelle signifie que la servitude ne porte que sur une partie de la parcelle. La superficie concernée par la servitude de la parcelle 217 AI 108 est de 40 m<sup>2</sup>.

### Article 3 – Information des tiers

En cas de mise à disposition d'un tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie des parcelles visées à l'article 1, le propriétaire informe les occupants sur l'état du site et les restrictions d'usage visées précédemment, en les obligeant à les respecter.

En cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des parcelles visées à l'article 1, le propriétaire informe le nouvel ayant-droit des restrictions d'usage visées ci-dessus, en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en ses lieux et place. Les études d'état des sols et des eaux souterraines à l'issue des travaux de réhabilitation, et les analyses des risques résiduels associées, sont transmises au nouveau propriétaire.

### Article 4 – Notification et recours

Le présent arrêté sera notifié à la société RECTIPHASE.

Conformément à l'article L.514-6 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée par l'exploitant auprès du Tribunal administratif de Grenoble, notamment par la voie postale ou par la voie dématérialisée depuis le portail « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publicité. La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus par l'article R 181-50 du code de l'environnement :

La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal administratif de Grenoble :

1. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision,
2. Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer le dit arrêté à la juridiction administrative.

#### Article 5 – Publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune d'Annecy et peut y être consultée,
- un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de la commune d'Annecy pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire,
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Savoie pendant une durée minimale de quatre mois.

#### Article 6 – Application

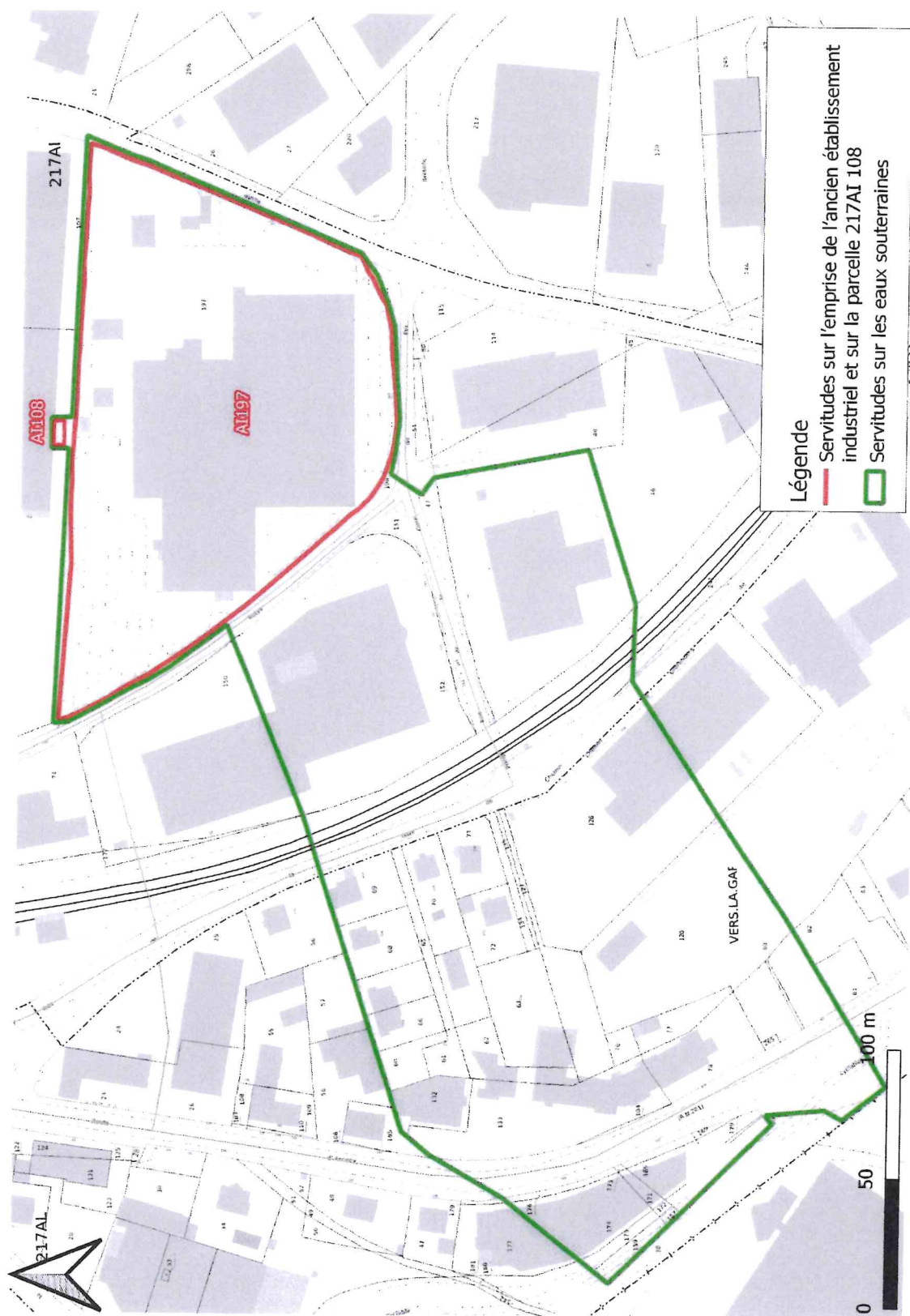
Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture, Monsieur le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement, chargé de l'inspection des installations classées, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Haute-Savoie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture dont une copie sera adressée au maire d'Annecy et au maire de la commune déléguée de Pringy.

Pour la préfète,  
Le secrétaire général,



David-Anthony DELAVOËT

**ANNEXE 1 à l'arrêté préfectoral n°PAIC-2025-0054 du 24 juillet 2025**  
**périmètre défini en application de l'article R.515-31-2**  
**et aires correspondant à chaque catégorie de servitudes**





### Schéma conceptuel du site : occupation industrielle, tertiaire ou commerciale





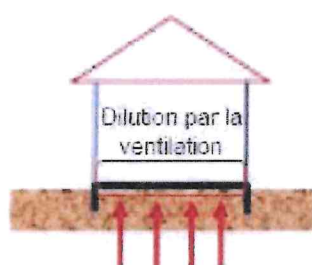
## Budget espace temps

Scénario	Cibles	Période de temps sur laquelle l'exposition est moyennée
	Adultes	
1 Bureaux de plain-pied	T = 42 ans 220 jours par an 8h/jour en intérieur 0,2h/jour en extérieur*	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 70 ans (correspondant à la durée de vie considérée par l'ensemble des organismes nationaux et internationaux pour l'établissement de valeurs toxicologiques et l'évaluation des risques) pour les effets cancérogènes quelle que soit la cible considérée</li> <li>- T (correspondant à durée d'exposition) pour les effets toxiques non cancérogènes quelle que soit la cible considérée</li> </ul>

## Modalités de construction sans sous-sol prises en compte et modèles utilisés



Johnson & Ettinger, 1991  
**Dallage indépendant**  
Yao et al., 2011



Bakker, 2008  
**Dalle portée**



Waitz et al. 1996  
**Dalle portée sur VS**

ANNEXE 3 à l'arrêté préfectoral n°PAIC-2025-0054 du 24 juillet 2025

Plan des ouvrages de surveillance des eaux souterraines

